



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Institut de Genech

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

Institut de Genech

rue de la Libération 59242 GENECH

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Institut de Genech

rue de la Libération 59242 GENECH

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

À l'assemblée générale de l'association Institut de Genech,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut de Genech relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 19 décembre 2023

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 310822
Immobilisations incorporelles	572 469,18 €	410 754,23 €	161 714,95 €	168 593,00 €
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil	556 569,89 €	410 754,23 €	145 815,66 €	152 693,71 €
Fonds commercial	15 899,29 €		15 899,29 €	15 899,29 €
Autres immob. incorporelles				
Avances et acomptes sur immos				
Immobilisations corporelles	70 429 300,65 €	38 318 255,92 €	32 111 044,73 €	29 411 700,36 €
Terrains	96 207,92 €		96 207,92 €	96 207,92 €
Constructions	49 088 506,28 €	24 880 928,84 €	24 207 577,44 €	21 488 769,81 €
Installations techn., mat., outil	7 288 387,35 €	5 529 529,52 €	1 758 857,83 €	1 728 294,36 €
Autres immob. corporelles	9 573 852,63 €	7 907 797,56 €	1 666 055,07 €	2 011 092,63 €
Immobilisations en cours	4 151 507,98 €		4 151 507,98 €	3 583 208,27 €
Avances & acomptes	230 838,49 €		230 838,49 €	504 127,37 €
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières	2 494 502,92 €	8 532,31 €	2 485 970,61 €	2 486 059,96 €
Participations selon mise en équ.				
Autres participations	2 459 686,66 €		2 459 686,66 €	2 459 686,66 €
Créances rattach. à des particip.	5 148,90 €		5 148,90 €	5 148,90 €
Autres titres immobilisés	17 497,30 €	762,25 €	16 735,05 €	13 704,40 €
Prêts	7 770,06 €	7 770,06 €		
Autres immob. financières	4 400,00 €		4 400,00 €	7 520,00 €
TOTAL II	73 496 272,75 €	38 737 542,46 €	34 758 730,29 €	32 066 353,32 €
Stocks et en-cours	990 107,09 €		990 107,09 €	411 844,77 €
Matières premières & approvision	109 055,92 €		109 055,92 €	79 866,42 €
En cours de production de biens	686 663,64 €		686 663,64 €	175 352,94 €
En cours production de services				
Produits intermédiaires & finis	194 387,53 €		194 387,53 €	156 625,41 €
Marchandises				
Avances & acomptes versés/com.	3 731,66 €		3 731,66 €	31 975,54 €
Avances & acomptes versés/com.	3 731,66 €		3 731,66 €	31 975,54 €
Créances	5 882 896,88 €	622 962,58 €	5 259 934,30 €	5 412 029,44 €
Clients et comptes rattachés	3 831 678,94 €	617 962,58 €	3 213 716,36 €	3 635 297,25 €
Autres créances	2 051 217,94 €	5 000,00 €	2 046 217,94 €	1 776 732,19 €
Créances reçues par legs ou donatio				
Divers	3 765 745,44 €		3 765 745,44 €	3 816 534,90 €
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	3 765 745,44 €		3 765 745,44 €	3 816 534,90 €
Charges constatées d'avance	276 295,38 €		276 295,38 €	355 068,42 €
Charges constatées d'avance	276 295,38 €		276 295,38 €	355 068,42 €
TOTAL III	10 918 776,45 €	622 962,58 €	10 295 813,87 €	10 027 453,07 €

Document fin d'exercice

N° Siret 78362626000013
NAF (APE) 8531Z
N° Identifiant 78362626000013
Période du 01/09/22
au 31/08/23
Tenue de compte : EURO

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 310822
Frais d'émission d'emprunt à étaler Frais d'émission d'emprunt à étaler Primes rembours. d'obligations (IV) Primes de rembours. d'obligations Ecart de conversion actif (V) Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)	84 415 049,20 €	39 360 505,04 €	45 054 544,16 €	42 093 806,39 €

© Sage - Sage 100cloud Comptabilité Premium 7.02

Date de tirage 18/12/23

à 16:53:10

Page :3

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 310822
Fonds propres sans droit de reprise			602 087,91 €	602 087,91 €
Fonds propres/asso sans droit repri			602 087,91 €	602 087,91 €
Fonds propres avec droit de reprise			999 761,60 €	999 761,60 €
Fonds propres avec droit de reprise			999 761,60 €	999 761,60 €
Ecart de réévaluation				
Ecart de réévaluation				
Réserves			4 403 803,20 €	4 441 489,20 €
Réserve légale				
Rés. statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité			1 812 169,91 €	1 849 855,91 €
Autres réserves			2 591 633,29 €	2 591 633,29 €
Report à nouveau			10 263 515,74 €	9 441 933,65 €
Report à nouveau			10 263 515,74 €	9 441 933,65 €
Résultat de l'exercice			823 343,67 €	783 896,09 €
Résultat de l'exercice			823 343,67 €	783 896,09 €
Situation nette			17 092 512,12 €	16 269 168,45 €
Subventions d'investissement			6 793 169,26 €	5 469 754,52 €
Subventions d'investissement			6 793 169,26 €	5 469 754,52 €
Provisions réglementées				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)			23 885 681,38 €	21 738 922,97 €
Fonds reportés et dédiés				
Fonds reportés liés aux legs ou don				
Fonds dédiés				
Total (II)				
Provisions pour risques			100 000,00 €	100 000,00 €
Provisions pour risques			100 000,00 €	100 000,00 €
Provisions pour charges			428 795,00 €	490 000,00 €
Provisions pour charges			428 795,00 €	490 000,00 €
TOTAL (III)			528 795,00 €	590 000,00 €
Emprunts obligataires convertibles				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			13 188 408,45 €	11 855 583,77 €

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 310822
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			13 188 408,45 €	11 855 583,77 €
Emprunts et dettes financ. divers			81 352,12 €	72 138,97 €
Emprunts et dettes financ. divers			81 352,12 €	72 138,97 €
Avanc. & acptes reçus/com en cours			662 321,07 €	612 906,14 €
Av. & ac. reçus s/com. en cours			662 321,07 €	612 906,14 €
Dettes fourniss. & cptes rattachés			3 370 777,37 €	2 783 223,11 €
Dettes fourniss. & cptes rattachés			3 370 777,37 €	2 783 223,11 €
Dettes fiscales et sociales			1 169 190,19 €	1 043 786,55 €
Dettes fiscales et sociales			1 169 190,19 €	1 043 786,55 €
Dettes sur immo. et cptes rattachés			477 756,93 €	942 131,41 €
Dettes sur immo. & cptes rattachés			477 756,93 €	942 131,41 €
Autres dettes			1 455 754,67 €	2 194 189,00 €
Autres dettes			1 455 754,67 €	2 194 189,00 €
Produits constatés d'avance			234 506,98 €	260 924,47 €
Produits constatés d'avance			234 506,98 €	260 924,47 €
TOTAL (IV)			20 640 067,78 €	19 764 883,42 €
Ecarts de conversion passif (V)				
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I à V)			45 054 544,16 €	42 093 806,39 €

Impression provisoire

Détail des postes			Au 310823	Au 310822
-------------------	--	--	-----------	-----------

CHARGES D'EXPLOITATION

Coût d'achat des marchandises

Achats de marchandises

Variations de stocks de march.

Autres achats et charges externes

Variation de stocks Mat./approv.

Autres achats et charges externes

Aides financières

Impôts, taxes et vers. assimilés

Impôts, taxes et vers/ assimilés

Charges du personnel

Salaires et traitements

Charges sociales

Dotations aux amortis. & provisions

Amort. sur immobilisations

Provis. sur immobilisations

Provis. sur actif circulant

Report en fond dédié

Autres charges

Autres charges

TOTAL I

CHARGES FINANCIERES (III)

Dot. aux amort. & aux provisions

Intérêts et charges assimilées

Différences négatives de change

Charges nettes/cess. mob. de plac.

CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)

Sur opérations de gestion

Sur opérations en capital

Dotations aux amort. & provis.

PARTICIP. SALARIES EXPANSION (V)

Partic. salariés Expansion

IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)

Impôts sur les bénéfices

Solde créditeur

Bénéfice

TOTAL GENERAL (CHARGES)

146 352,95 €	177 525,26 €
146 352,95 €	177 525,26 €
19 582 572,88 €	17 704 704,65 €
-67 145,42 €	-15 561,52 €
19 643 514,30 €	17 720 266,17 €
6 204,00 €	
813 932,60 €	821 140,65 €
813 932,60 €	821 140,65 €
12 369 959,44 €	11 770 442,53 €
9 389 661,91 €	8 865 746,07 €
2 980 297,53 €	2 904 696,46 €
3 022 287,89 €	2 963 478,51 €
2 757 739,93 €	2 584 063,58 €
264 547,96 €	379 414,93 €
231 758,11 €	200 596,93 €
231 758,11 €	200 596,93 €
36 166 863,87 €	33 637 888,53 €
180 658,73 €	169 034,53 €
180 658,73 €	168 382,63 €
	651,90 €
129 259,82 €	105 678,81 €
95 972,64 €	38 003,53 €
33 287,18 €	67 675,28 €
823 343,67 €	783 896,09 €
823 343,67 €	783 896,09 €
37 300 126,09 €	34 696 497,96 €

Détail des postes			Au 310823	Au 310822
Charges des Contributions volontair				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de bie				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services (A)			10 852 572,98 €	10 289 702,80 €
Ventes de biens et marchandises			571 227,39 €	567 350,85 €
Ventes de prestations de services			9 770 228,69 €	9 708 746,54 €
Production stockée			511 116,90 €	13 605,41 €
Autres Produits d'exploitation (B)			25 606 001,83 €	23 571 628,49 €
Pdts liés à des financ. réglementai			24 413 103,12 €	22 498 986,51 €
Subventions d'exploitations			746 496,78 €	741 044,37 €
reprise /prov et Transf. de charges			433 233,96 €	318 169,72 €
Utilisation des fonds dédiés				
Autres Produits			13 167,97 €	13 427,89 €
TOTAL (A+B)			36 458 574,81 €	33 861 331,29 €
PRODUITS FINANCIERS (III)			31 251,22 €	21 559,98 €
De participations			125,46 €	80,40 €
D'autres valeurs mobil. & créances				
Autres intérêts et produits assim.			31 120,96 €	2 948,95 €
Reprise/provis. & transf. charges				18 530,63 €
Différ. positives de change			4,80 €	
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.				
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)			810 300,06 €	813 606,69 €
Sur opérations de gestion			144 939,33 €	180 127,75 €
Sur opér. de capital, cess. actifs			21 253,33 €	55 960,00 €
Sur opér. de capital, subv. d'inv.			644 107,40 €	577 518,94 €
Autres opér. de capital				
Reprises/prov. & transf.de charges				
Solde débiteur				
Perte				
TOTAL GENERAL (PRODUITS)			37 300 126,09 €	34 696 497,96 €
Contributions volontaires en Nature				
Dons en nature				
Bénévolat				
Prestations en nature				
TOTAL				

Impression provisoire

Association Institut de Genech

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
le 31/08/2023*

Montants exprimés en EUR

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre	4
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	5
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
4	Principes et méthodes comptables	6
4.1	Principes généraux	6
4.1.1	Changement de méthode comptable	6
4.1.2	Changements d'estimation	6
4.1.3	Corrections d'erreurs	6
4.2	Dérogations	6
4.3	Principales méthodes comptables	6
5	Informations relatives aux postes du bilan	7
5.1	Actif immobilisé	7
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
5.1.3	Informations relatives aux filiales et participations	10
	Actif circulant	11
5.1.4	Stocks et en cours	11
5.2	Fonds propres	12
5.2.1	Tableau de variation des Fonds propres	13
5.2.2	Subventions d'investissement	14
5.3	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	15
5.4	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	15
5.5	Dettes	16
5.5.1	Emprunts et autres dettes assimilés	16
5.5.2	Autres dettes	16
6	Informations relatives au Compte de résultat	17
6.1.1	Ventes de biens et de services	17
6.1.2	Produits de tiers financeurs	17
6.2	Charges du compte de résultat	19
6.2.1	Salaires et traitements, charges sociales	19
6.3	Résultat Financier	19
6.4	Résultat Exceptionnel	19
6.5	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	20
6.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	21
6.2	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	21
7	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	22
7.1	Engagements financiers donnés et reçus	22

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'association a pour objet d'assumer la responsabilité, dans les cadres législatifs et réglementaires en vigueur, et dans le respect des textes fondamentaux de l'Enseignement catholique, d'établissements de formation permettant d'offrir à des jeunes en formation scolaire et supérieure, en apprentissage et à des adultes, une formation générale, technologique et professionnelle.

Elle assume notamment la responsabilité :

- de deux établissements qui remplissent les missions définies à l'article L 813-1 du code rural, dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles L.813-1 et R.813-1 et suivants du code rural, situés à Genech et Bavay respectivement ,
- d'un CFA dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du Livre II de la Sixième Partie du Code du Travail,
- d'un lycée d'enseignement général relevant du ministère de l'Education nationale et dont le contrat avec l'Etat est régi par les articles du titre IV du livre IV du code de l'Education.

L'association, à travers les établissements dont elle a la responsabilité, contribue au développement personnel des élèves, étudiants, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle, à l'élévation et l'adaptation de leur niveau de formation et de qualification, ainsi qu'à leur insertion sociale et professionnelle.

Par son objet l'association contribue à l'animation et au développement des territoires, ainsi qu'aux activités de développement, d'expérimentation et de recherche appliquée, dans les domaines liés aux formations qu'elle assure et de coopération internationale.

Pour réaliser son objet, l'association peut également passer contrat ou convention avec des collectivités territoriales ainsi qu'avec tout organisme public ou privé concourant même partiellement à son objet.

2 Nature et périmètre des activités et moyens mis en œuvre

Le groupe est constitué d'un lycée agricole sous contrat ministère de l'agriculture, un lycée général sous contrat ministère de l'éducation nationale, un CFA, et un centre de formation continue. Une EURL Genech Conseil et une SCI sont rattachées à l'Institut.

Au total, l'institut est organisé en 8 unités sur 3 sites :

Un collège

Un lycée professionnel (site de Genech)

Un lycée technologique

Un lycée général

Un pôle d'enseignement supérieur

Un lycée professionnel sur le site de Bavay

Genech Formation (apprentissage et formation continue à Lesquin)

Le siège du CFA ECCLOR qui gère 30 UFA/sites au 1/1/2023 en France

Lycée d'enseignement général (Ministère de l'éducation Nationale)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech 794 élèves

Lycée d'enseignement Agricole Privé (ministère de l'Agriculture)

Formation initiale scolaire temps plein - Genech

1405 élèves et étudiants (dont 392 rattachés au LEG)

Hors étudiants en post-BTS, licence professionnelle...

Centre de Formation d'Apprentis (CFA ECCLOR)

2584 apprentis répartis dans 26 unités de formation par apprentissage, et les 4 sites CFA de l'Institut de Genech de Lesquin, de Genech, de Bavay et de Loos en Gohelle.

Site CFA-FC de Lesquin (et Loos en G.) :

Formation Initiale en Alternance (Apprentissage), 425 apprentis

Formation Adulte à Lesquin, 200 adultes (formation continue et formations courtes)

Site CFA-FC de Genech

Formation Initiale en Alternance (Apprentissage), 205 apprentis

Formation Adulte, 12 adultes (formation continue)

Site de Bavay

124 élèves et 103 apprentis

Filiales

EURL Genech Conseil, Formation de salariés et chefs d'entreprise

Société Civile Immobilière d'Engrain, (Lesquin) - SCI

3 Faits caractéristiques significatifs, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 *Faits caractéristiques de l'exercice*

Au niveau du Laboratoire in-vitro, un inventaire plus précis des cultures en serres au 31/08/2023 a été réalisé selon une méthodologie à l'avancement et une valorisation des plants au coût de revient diminué d'un taux de charge moyen de 15%.

La valorisation au 31/08/2023 se traduit par une augmentation de +490 K€ des stocks, reflétée dans le résultat de l'exercice 2022-2023.

3.2 *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture*

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 *Changement de méthode comptable*

Notre entité n'a pratiqué aucun changement de méthode comptable

4.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Rubriques	Valeurs brutes au 01/09/2022	Augmentations	Diminutions	Transfert	Valeurs Brutes au 31/08/2023
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	543 081	29 388			572 469
Terrains	96 208	0			96 208
Constructions	44 979 215	1 666 830		2 442 461	49 088 506
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6 876 322	442 654	30 588		7 288 387
Autres immobilisations corporelles	9 500 911	330 374	534 208	276 776	9 573 853
Immobilisations financières	2 494 593	7 051	7 140		2 494 503
Immobilisations en cours et acomptes sur immobilisations	4 087 336	3 014 247		-2 719 237	4 382 346
Total	68 577 665	5 490 543	571 936	0	73 496 272

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par

Désignation	Investissements Directs
Construction Bâtiment Equin CFA.....	2.280.979,05 €
Construction Bâtiment Gym.....	768.654,99 €
Transformation 6 classes LEG.....	306.211,76 €
700 Tablettes élèves	276.775,55 €
Rénovation Sanitaires internat Bâtiments A,B,C,D,E et F tranche 3.....	270.583,87 €
TOTAL	3.903.205,22 €

Le total des investissements s'est élevé à 5.150.019,17 euros pour l'Institut augmenté de 38.463,43 euros pour Bavay soit un total de 5.188.482,60 euros auquel s'ajoutent les immobilisations en cours au 31 août 2023 soit 4.382.346,47 €, à savoir pour les principales :

- Construction Bâtiment Agora Easy-Learning : 3.052.364,58€
- Construction Fromagerie : 649.349,37 €
- Tablettes Elèves et Enseignants : 327.351,78 €

Les sorties de l'exercice se sont élevées à 564.795,71 € :

Désignation	Sorties
CONSTRUCTIONS.....	0.00 €
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS.....	37.322,80 €
MATERIELS ET OUTILLAGES.....	30.588,00 €
MATERIELS DE BUREAU ET INFORMATIQUES.....	487.587,81 €
MOBILIER.....	9.297,10 €
CHEVAUX.....	0,00 €

TOTAL	564.795,71 €

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations dotations aux amortissements	Diminutions amortissements afférents aux éléments sortis	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	374 488	36 266		410 754
Constructions	19 873 922	1 179 791		21 053 713
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 623 955	210 692		3 834 648
Matériels et outillages	5 157 079	412 090	30 588	5 538 581
Agencements et installations	2 504 619	118 050	4 036	2 618 634
Matériel de transport	284 921	33 797		318 718
Matériel de bureau et informatique	2 416 907	655 168	487 588	2 584 487
Mobilier	2 266 888	111 885	9 297	2 369 475
Totaux	36 502 780	2 757 740	531 509	38 729 011

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	3 et 5 ans
Constructions	Linéaire	5, 8, 10, 15 & 20 ans
Lot A : Gros Œuvres	Linéaire	50 ans
Lot B : Couverture, menuiseries extérieures	Linéaire	30 ans
Lot C : Chauffage, plomberie, électricité, ventilation		
Lot D : Aménagements intérieurs	Linéaire	20 ans
	Linéaire	15 et 20 ans
Agencements et installations	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa
Matériel et outillage	Linéaire	3 à 30 ans selon la nature de l'immobilisa.
Matériel de transport	Linéaire	5, 8 et 10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 et 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3,5 et 10 ans

5.1.3 Informations relatives aux filiales et participations

Société	Capitaux propres	% capital détenu	Date du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos
E.U.R.L GENECH CONSEIL	78 538,57 €	100 %	31 / 08 / 2023	6 086 €
S.C.I D'ENGRAIN	1.984.162 €	70,30 %	31 / 12 / 2022	92 750 €

Actif circulant

5.1.4 Stocks et en cours

Les stocks d'approvisionnements sont évalués selon la méthode FIFO.

5.1.4.1 Echéance des créances – Provisions pour Dépréciations

L'exigibilité de toutes les créances de l'actif circulant est inférieure à un an.

Tableau détaillé des provisions pour dépréciation d'actifs :

Elément d'actif	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant des provisions à la fin de l'exercice
1) <u>Actifs immobilisés</u>	0	0	0	0
- Titres de participations				
- Créances participatives	8 532	0	0	8 532
Sous total 1	8 532	0	0	8 532
2) <u>Actifs circulants</u>				
- Client	602 828	264 548	249 413	617 963
- Autres créances	5 000	0	0	5 000
Sous total 2	607 828	264 548	249 413	622 963
Totaux	616 360	264 548	249 413	631 495

Provision pour dépréciation des créances clients :

La méthode utilisée pour calculer la provision pour dépréciation des créances clients est la suivante :

100% des créances N-1 sont passés en provision pour les Apprentis et FI,
50% pour les comptes 41C

Concernant les créances CFA (OPCO) le montant de la provision s'élève à 105 k€, soit à 100% du montant des créances antérieures au 31/08/2021 et à 50% des montant des créances de 2021-2022, pour les UFA de Lesquin et Bavay.

Les conventions de gestion signées avec les autres UFA, prévoient que le risques des recouvrements sont supportés par elles même.

5.1.4.2 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Désignation	Détail	Total
<u>Charges</u>		
Locations	27 444	
Maintenances	92 727	
Catalogues et imprimés	5 118	
Fournitures	26 943	
Taxe foncière	39 963	
Cotisations	30 709	
Abonnements	4 370	
Téléphone	1 162	
Assurances	48 874	
Publicité	1 504	
Sous traitance	0	
<u>486000 Charges constatées d'avance</u>		<u>278 814</u>

5.2 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.2.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	solde à nouveau 01/09/2022	Affectation du resultat	Augmentation	Diminution	Solde au 31/08/2023
<u>Fonds propres sans droit de reprise</u>					
APPORT SANS DROIT DE REPRISE GENECH	88 545				88 545
APPORT SANS DROIT DE REPRISE BAVAY	513 543				513 543
<u>Fonds Propres avec droit de reprise</u>					
APPORT AVEC DROIT DE REPRISE	999 762				999 762
<u>Réserves</u>					
RÉSERVES POUR INVESTISSEMENTS	642 576	-37 686			604 890
RESERVE DU CFA REGIONAL	1 207 280				1 207 280
RESERVES DE TRESORERIE	2 591 633				2 591 633
<u>Report à Nouveau</u>					
REPORT A NOUVEAU SOLDE CREDITEUR	9 441 935	821 582			10 263 517
<u>Résultat de l'exercice</u>	783 896	-783 896	823 344		823 344
-					
<u>Situation nette</u>	16 269 170	0	823 344	0	17 092 514
-					
<u>Subvention d'équipement</u>	5 469 754		1 944 100	620 685	6 793 169
Total	21 738 924	0	2 767 444	620 685	23 885 683

5.2.1.1 *Fonds propres sans droit de reprise*

L'apport de l'école d'horticulture sans droit de reprise pour un montant de 88.545,43 Euros auquel s'ajoute l'apport sans droit de reprise du LEAP de BAVAY pour 513 542,48 Euros

Les fonds propres sans droits de reprises représentent au 31/08/2023 un total de 602.087,91 €

5.2.1.2 Fonds propres avec droits de reprise

Des fonds associatifs avec droits de reprise de 999.761,60 euros constitués par l'apport associatif du Syndicat pour la Promotion de l'enseignement Libre Agricole de la Région Nord (S.P.L.A.R.N) de 6.558 parts sociales de la S.C.I d'ENGRAIN au profit de l'Institut de Genech.

5.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

5.3 *Tableaux de variation des provisions pour risques et charges*

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Tableau des provisions pour risques et charges	31/08/2022	Augmentation	Diminution	31/08/2023
Provision pour indemnité de départ à la retraite	490 000		61 205	428 795
Provision pour risque prud'homal	100 000			100 000
Provision pour gros entretiens	0			0
Total des provisions pour risques et charges	590 000		61 205	528 795

— Provisions pour risques : 100 000 euros
Ces provisions correspondent à des risques pour litiges sociaux.

1. Provision pour charges : 428 795 000 euros.

Ces provisions concernent :
- les départs en retraite pour un montant de 428 795 €

5.4 *Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés*

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite s'élève à 428 795 euros.

Cette provision tient compte notamment des paramètres suivants :

- Age de départ en retraite prévu à 62 ans,
- Taux de charges sociales individuel par salarié, soit une moyenne de 38,4 %
- Taux de revalorisation des salaires de + 1,50 %
- Taux de calcul actuariel de 3,5 %
- Taux de turnover appliqué 6 %

5.5 **Dettes**

5.5.1 *Emprunts et autres dettes assimilés*

Rubrique	Total	A moins d'1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans
Dont emprunts	13 140 778 €	1 534 789 €	5 182 202 €	6 423 787 €

Rubrique	Solde au 1/09/2022	Souscriptions	Remboursements	Solde au 31/08/2023
Dont emprunts	11 792 514 €	3 079 492 €	- 1 731 228 €	13 140 778 €

Une ligne de crédit a été souscrite auprès de la caisse d'épargne d'un montant 5.500.000,00 € sur une durée de 240 mois. Au 31/08/2023, le montant mobilisé est de 3.864.818,78 €.

5.5.1.1 Partenaires - comptes courants

Le montant des fonds apportés ou laissés temporairement à la disposition de l'entité par les partenaires (associations affiliées de l'entité), s'élève à 81 352 € contre 72 139 € l'exercice précédent.

5.5.2 *Autres dettes*

Toutes les dettes autres que financières, sont d'échéance inférieure à un an.

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général. Produits du compte de résultat

6.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de biens et services peuvent être ainsi détaillées :

Secteurs d'activité	Chiffre d'affaires € 2022-2023	Chiffre d'affaires € 2021-2022
Formation initiale agri	4 674 856 €	4 741 705 €
Formation initiale E.N	1 871 967 €	1 663 032 €
Centre adultes	659 196 €	1 011 398 €
C.F.A.	1 302 264 €	1 124 590 €
Exploitation	1 833 173 €	1 735 373 €
Total	10 341 456€	10 276 097 €

6.1.2 Produits de tiers financeurs

6.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

6.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.1.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

6.1.2.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Opérateurs de compétences	Etat	Collectivités territoriales	Autres	Total
Concours publics	16 540 893 €	6 414 079 €	1 391 267 €	66 864 €	24 413 103 €
Subvention d'exploitation		16 850 €	605 539 €	124 108 €	746 497 €
Subvention d'investissement					
Total	16 540 893 €	6 430 929 €	1 996 806 €	190 972 €	25 159 600 €

Le chiffre d'affaires OPCO facturé pour le compte des UFA, hors Lesquin et Bavay, fait l'objet d'un prélèvement de 5% au titre des frais de gestion du CFA ECCLOR, selon les conventions conclues avec les Unités de Formation d'Apprentis.

Le chiffre d'affaires net des frais de siège des UFA autres que Lesquin et Bavay, fait l'objet d'une facturation de sous-traitance des UFA à l'attention de l'Institut de Genech. Le total de la sous-traitance comptabilisée en charges en 2022-2023 s'établit à 11.215.471,37 €.

6.2 Charges du compte de résultat

6.2.1 Salaires et traitements, charges sociales

D'autre part, le nombre de salariés rémunérés, exprimé en équivalent temps plein, a été de 276 ETP pour l'exercice 2022-2023, contre 262 ETP pour exercice précédent.

6.3 Résultat Financier

Le résultat financier intègre principalement les intérêts sur les emprunts souscrits.

6.4 Résultat Exceptionnel

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

Les **produits exceptionnels** intègrent :

Sur les opérations de gestion :

- une compensation de loyer de la SCI de la Haute Borne à recevoir de 39.500,00 €
- une extourne du compteur EDF cuisine pour l'exercice 2017/2018 prescrit, pour 45.252,54 €
- versements de la chambre d'agriculture pour des stages adultes de 2019-2020 pour 17.100,00 €
- des avoirs DALKIA sur des périodes de 2021-2022 de 13.136,31 €
- de la régularisation d'une erreur de d'affectation d'un financement PEDC de 21/22 de 5.394,68 €.
- Un écart du versement de la subvention nouvelle chance 2021 de 5.117,27 €
- de l'annulation de chèques de plus d'un an pour 558.50 €
- d'un écart de solde à recevoir pour le PRF 2021-2022 pour 7.630,46 €
- des règlements de frais de mises en demeures pour des créances antérieures de 224,03 €
- des régularisations de dettes fournisseurs de plus de 5 ans pour 763,00 €
- des produits sur ex. antérieurs concernant des aides unique à l'emploi pour 6.467.41 €
- de la régularisation des exercices antérieurs de voyages élèves et projets PIC pour 704.32 €
- d'autres produits divers pour 3.090,81 €

Sur les opérations en capital :

- des produits de cessions d'immobilisation pour 21.253,33 €
- de la quote part de la subvention année 21-22 : 536.876,23 €
- de la quote part de la taxe d'apprentissage affectée à l'investissement : 107.231,17€

Soit un total de 810.300,06 €

Les **charges exceptionnelles** intègrent :

Sur les opérations de gestion :

- une facture ESA pour la redevance Agricadre de 21/22 de 27.856,05 €
- Affectation en reserve des frais de siège de 6% de 21/22 des UFA de Normandie pur 29.541,93 €
- Des factures DALKIA pour la période de 2021-2022 de 11.651,30 €
- Une facture de l'Institut Catholique de Lille de 2021-2022 pour 11.0000,00 €
- Des pénalités et amendes de 4.669,38 €
- Un remboursement d'un trop perçu de Prévoyance pour 3.821.68 €
- Des autres charges diverses pour 7.432.30 €

Sur les opérations en capital :

- les valeurs comptables d'actifs cédés, pour 33.287,18 €

soit un total de 129.259,82 €.

6.5 Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- les motifs de notre décision sont les suivantes :

Les deux conditions suivantes devant être remplies ne le sont pas :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité ;
- l'entité est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

6.1 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

6.1.1.1 Honoraires du commissaire aux comptes

Nature	Montant comptabilisé TTC
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	36.600 €

6.2 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Le montant total des « *rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature* » s'est élevé à 284 650 € sur l'exercice 2022-2023.

Ce montant est en pratique communiqué ici bien que son information soit normalement prévue dans le « *compte financier* » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « *à l'engagement éducatif* ».

7 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

7.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Garanties des emprunts	11 396 002 €	

Détail des garanties données :

Le prêt de 1.500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Lille pour la construction du local jus de pommes, la construction de la salle de musculation, la construction de préaux, la construction de boxes à chevaux, la construction de la fumière et le phytobac, la construction de sanitaires au restaurant scolaire, et l'acquisition de divers matériels, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023 le capital restant dû est de 240.040,32 euros.

Le prêt de 1.099.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023 le capital restant dû est de 443.052,54 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 814.909,29 euros.

Le prêt de 500.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment pédagogique assorti d'un amphithéâtre et d'une salle de réunion-réception en éco-construction, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 208.869,70 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour divers investissements et travaux, dont serres et tunnel de production, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 867.102,97 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour la construction d'un bâtiment à usage de classes et d'un internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.062.403,90 euros.

Le prêt de 2.000.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour la construction d'un bâtiment, a fait l'objet d'un mandat irrévocable d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 2.000.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 1.402.817,61 euros.

Le prêt de 700.000 euros octroyé par le Crédit Mutuel du Nord de Lille pour des travaux de menuiseries, toiture et de construction et équipement de nouveaux laboratoires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 700.00,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 365.187,91 euros.

Le prêt de 1.000.000 euros octroyé par la banque postale pour des travaux divers sur des toitures fait l'objet d'une promesse d'affectation hypothécaire. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 1.000.00,00 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 735.276,96 euros.

Le prêt de 600.000 euros octroyé par le CIC Nord-Ouest pour la nouvelle laverie et chaîne de distribution pour la cantine de Genech, fait l'objet d'un nantissement du compte sur lequel sont ou seront domiciliés les remboursements du crédit. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 600.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 451.354,21 euros.

Le prêt de 300.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour le financement de travaux immobiliers divers, à savoir des préaux, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 300.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 271.514,04 euros.

Le prêt de 200.000 euros octroyé par la Caisse Régionale du Crédit Agricole Nord de France pour le financement de travaux immobiliers divers, à savoir la rénovation des sanitaires de l'internat, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 200.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 170.645,95 euros.

Le prêt de 5.500.000 euros octroyé par la Caisse d'Epargne Hauts de France pour le financement de la construction d'un bâtiment LEARNING LAB CENTER, d'un pôle cheval CFA et de la rénovation des sanitaires, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 3.864.818,78 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 3.864.818,78 euros.

Le prêt de 500.000 euros octroyé par la Caisse d'Epargne Hauts de France pour le financement des travaux de création d'une fromagerie, a fait l'objet d'une promesse d'hypothèque. Au 31 août 2023, les capitaux débloqués s'élèvent à 500.000 euros, et le capital restant dû sur les capitaux débloqués est de 498.007,81 euros.